

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
SECRETARIAT GENERAL  
DU GOUVERNEMENT  
-----

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\*Travail\*Progrès  
-----

Décret n° 2017 - 324 du 14 août 2017  
portant approbation des statuts de l'hôpital général  
Edith Lucie BONGO ONDIMBA

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;  
Vu la loi n° 003-91 du 23 avril 1991 sur la protection de l'environnement ;  
Vu la loi n° 23-2015 du 29 octobre 2015 portant création de l'hôpital général  
Edith Lucie BONGO ONDIMBA ;  
Vu le décret n° 2002-369 du 30 novembre 2002 fixant les attributions et la  
composition des organes de gestion et de tutelle des entreprises et des  
établissements publics ;  
Vu le décret n° 2009-392 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du  
ministre de la santé et de la population ;  
Vu le décret n° 2013-813 du 30 décembre 2013 portant organisation du  
ministère de la santé et de la population ;  
Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier  
ministre, Chef du Gouvernement ;  
Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du  
Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

Article premier : Sont approuvés les statuts de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo./-

2017-324

Fait à Brazzaville, le 14 août 2017

Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA.-

La ministre de la santé et de la population,

Jacqueline Lydia MIKOLO.-

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Aimé Ange Wilfrid BININGA.-

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Calixte NGANONGO.-

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
SECRETARIAT GENERAL  
DU GOUVERNEMENT  
-----

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\*Travail\*Progrès  
-----

STATUTS DE L'HOPITAL GENERAL EDITH LUCIE  
BONGO ONDIMBA

Approuvés par décret n° 2017 - 324 du 14 août 2017

## TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Les présents statuts fixent, en application de l'article 5 de la loi n° 23-2015 du 29 octobre 2015 portant création de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ses organes d'administration et de gestion.

Article 2 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est un établissement public administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Il est géré selon les règles qui régissent les établissements publics.

## TITRE II : DE L'OBJET, DU SIEGE, DE LA DUREE ET DE LA TUTELLE

### Chapitre 1 : De l'objet

Article 3 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA a pour missions de :

- assurer les examens de diagnostic, les soins d'urgence et spécialisés, le traitement et l'hospitalisation des malades, des blessés, des femmes enceintes qui y sont référés ou qui s'adressent à lui ;
- contribuer aux actions de médecine préventive, à la formation du personnel médical, administratif, médico-technique et paramédical ;
- participer à la recherche en santé et à la mise en œuvre de la politique nationale de santé définie par les pouvoirs publics.

### Chapitre 2 : Du siège et de la durée

Article 4 : Le siège de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est fixé à Oyo dans le département de la Cuvette.

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national, sur décision des organes compétents, après approbation du Conseil des ministres.

Article 5 : La durée de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est illimitée.

Toutefois, l'hôpital peut être dissout, conformément à la réglementation en vigueur.



### Chapitre 3 : De la tutelle

Article 6 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est placé sous la tutelle du ministère en charge de la santé.

### TITRE III : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 7 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est administré par un comité de direction et géré par une direction générale.

#### Chapitre 1 : Du comité de direction

Article 8 : Le comité de direction de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est l'organe délibérant.

Il délibère, notamment, sur :

- l'orientation de la politique de l'hôpital ;
- le programme annuel d'activités ;
- le budget annuel ;
- les statuts ;
- le contrôle de la gestion assurée par le directeur général ;
- le rapport annuel d'activités ;
- le statut et la rémunération du personnel ;
- le compte administratif ;
- le compte financier ;
- le plan de développement de l'hôpital ;
- le plan d'embauche et de licenciement ;
- les mesures de redimensionnement de l'hôpital ;
- le programme des investissements ;
- les règlements intérieur et financier ;
- les propositions de nomination à la direction générale ;
- les contrats, marchés et conventions en matière de santé ;
- la participation de l'hôpital aux groupements d'intérêt public.

Article 9 : Le comité de direction comprend :

- un président ;
- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant de la société civile ;
- le directeur général de l'hôpital ;
- un représentant du ministère en charge des finances

- un représentant du ministère en charge de l'enseignement supérieur ;
- un représentant du ministère en charge de la recherche scientifique ;
- un représentant du ministère en charge de la fonction publique ;
- un représentant du ministère en charge de la santé ;
- un représentant du ministère en charge des affaires sociales ;
- un représentant du personnel ;
- un représentant des organisations de protection de la santé ;
- deux personnalités reconnues pour leurs compétences et nommées par le Président de la République.

Article 10 : Le comité de direction peut faire appel à toute personne ressource.

Article 11 : Le président du comité de direction est nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé de la santé.

Les autres membres du comité direction sont nommés par arrêté du ministre chargé de la santé, sur proposition des administrations ou organismes qu'ils représentent.

Article 12 : Les fonctions de membre du comité de direction sont gratuites.

Toutefois, les membres du comité de direction et les personnes appelées en consultation perçoivent une indemnité de session, dont le montant est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et des finances, sur proposition du comité de direction.

Article 13 : Le président du comité de direction a pour missions de :

- veiller au respect des statuts ;
- convoquer les réunions du comité de direction, en fixer l'ordre du jour et les présider ;
- signer tous les actes approuvés par le comité de direction ;
- contrôler l'exécution des délibérations du comité de direction.

Article 14 : En cas d'urgence justifiée et d'impossibilité de réunir le comité de direction, le président est autorisé à prendre toutes mesures conservatoires nécessaires au bon fonctionnement de l'hôpital et qui sont du ressort du comité de direction, à charge pour lui d'en rendre compte au comité de direction à sa réunion suivante.

Article 15 : Le comité de direction se réunit deux fois par an, en session ordinaire, sur convocation de son président.



Article 16 : Le comité de direction peut se réunir en session extraordinaire, sur convocation de son président ou à la demande des deux tiers de ses membres.

Article 17 : Les convocations aux sessions ordinaires ou extraordinaires sont adressées aux membres du comité de direction, quinze jours au moins avant la session.

Les membres du comité de direction peuvent, en cas d'urgence, être saisis et invités par le président à se prononcer par voie écrite ou par tout autre moyen de communication.

Article 18 : Le membre du comité de direction peut se faire représenter par un autre membre au moyen d'un pouvoir donné spécialement pour la session en cours.

Le membre ne peut exercer qu'un mandat de représentation à la fois.

Article 19 : Le comité de direction ne peut valablement délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Chaque délibération est répertoriée dans un registre spécial coté et paraphé par le président.

Article 20 : Les délibérations du comité de direction sont constatées par un procès-verbal dûment signé par le président et le secrétaire.

Article 21 : Le secrétariat du comité de direction est assuré par la direction générale de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA.

## Chapitre 2 : De la direction générale

Article 22 : La direction générale de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est dirigée et animée par un directeur général nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé de la santé.

Le directeur général assure la gestion de l'hôpital.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- coordonner toutes les activités de l'hôpital et en assurer le suivi et l'évaluation

- préparer et soumettre au ministre chargé de la santé le règlement intérieur de l'hôpital avant approbation par le comité de direction ;
- adresser, tous les trimestres, au ministre chargé de la santé un rapport d'activités portant notamment sur l'exécution des programmes de développement, le climat social et les problèmes financiers de l'hôpital ;
- préparer les délibérations du comité de direction et en assurer l'exécution ;
- évaluer les besoins de l'hôpital en ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles ;
- mobiliser les ressources et rechercher les financements ;
- présider le conseil d'établissement ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée par le comité de direction.

**Article 23 :** Le directeur général représente l'hôpital dans les actes de la vie civile et dans les rapports avec les tiers.

**Article 24 :** La direction générale de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA, outre le secrétariat de direction, le service de l'audit interne, le service du marketing hospitalier, le service de la qualité et de la gestion des risques et le service informatique, comprend :

- la direction des affaires médicales ;
- la direction des soins infirmiers, médico-techniques et de réadaptation ;
- la direction de la gestion des malades ;
- la direction de l'administration et des ressources humaines ;
- la direction économique et financière ;
- la direction de la logistique et du patrimoine ;
- les organes consultatifs.

### **Section 1 : Du secrétariat de direction**

**Article 25 :** Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- réceptionner et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents administratifs ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée



## Section 2 : Du service de l'audit interne

Article 26 : Le service de l'audit interne est dirigé et animé par un chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- veiller à la bonne application des textes législatifs et réglementaires de l'hôpital ;
- veiller au respect des procédures administratives, financières et sanitaires ;
- initier le contrôle qualité menant à la certification ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée.

## Section 3 : Du service du marketing hospitalier

Article 27 : Le service du marketing hospitalier est dirigé et animé par un chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- assurer la promotion de l'action hospitalière ;
- concevoir un plan de communication lié aux actions hospitalières ;
- assurer le partenariat public-privé.

## Section 4 : Du service de la qualité et de la gestion des risques

Article 28 : Le service de la qualité et de la gestion des risques est dirigé et animé par un chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- organiser et mettre en œuvre la démarche qualité ;
- organiser et mettre en œuvre la gestion des risques liés aux soins ;
- conduire les démarches de certification selon les normes d'assurance qualité ;
- gérer la base de données des procédures et protocoles de bonne pratique ;
- évaluer périodiquement la satisfaction des usagers et du personnel ;
- gérer les risques environnementaux.

## Section 5 : Du service informatique

Article 29 : Le service informatique est dirigé et animé par un chef de service.

7

Il est chargé, notamment, de :

- assurer l'exploitation et la maintenance des applications informatiques ;
- assister les utilisateurs des applications informatiques ;
- concevoir et mettre en œuvre le plan directeur de l'informatique ;
- analyser, qualifier et quantifier les besoins d'informatisation des services ;
- organiser les ressources techniques sur les sites informatisés ;
- veiller au bon fonctionnement du système informatique ;
- participer à l'animation du site web du ministère en charge de la santé.

## Section 6 : De la direction des affaires médicales

Article 30 : La direction des affaires médicales est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- veiller à la qualité des prestations médicales ;
- gérer les équipements médico-techniques ;
- organiser l'hygiène hospitalière et la médecine préventive ;
- veiller à la disponibilité et à l'accessibilité des médicaments, des réactifs et des consommables de soins de santé ;
- organiser la communication médicale ;
- organiser les enseignements cliniques et la recherche biomédicale ;
- organiser la participation aux actions de santé publique.

Article 31 : La direction des affaires médicales comprend :

- le service des prestations médicales et de la recherche ;
- le service des équipements médico-techniques ;
- le service de la formation sanitaire et de la documentation médicale ;
- le service de laboratoire d'hématologie et immunologie ;
- le service d'hématologie clinique ;
- le service de laboratoire de biochimie ;
- le service de microbiologie ;
- le service de laboratoire d'anatomie et cytologie pathologiques ;
- le service de pharmacie hospitalière ;
- le service de l'hygiène hospitalière ;
- le service des consultations externes et de la médecine de travail ;
- le service de gynécologie et obstétrique ;
- le service de chirurgie générale viscérale ;
- le service de chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- le service des spécialités médico-chirurgicales ;

- le service d'anesthésie et de réanimation ;
- le service des urgences et de réanimation pédiatriques ;
- le service de chirurgie pédiatrique ;
- le service de pédiatrie ;
- le service de néonatalogie ;
- le service de médecine interne ;
- le service de cardiologie ;
- le service de neurologie ;
- le service d'infectiologie ;
- le service des maladies métaboliques et endocriniennes ;
- le service de rhumatologie ;
- le service des maladies rénales ;
- le service de cancérologie ;
- le service des maladies digestives ;
- le service des maladies respiratoires ;
- le service d'imagerie médicale ;
- le service de médecine physique et réadaptation.

#### Section 7 : De la direction des soins infirmiers, médico-techniques et de réadaptation

Article 32 : La direction des soins infirmiers, médico-techniques et de réadaptation est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- mettre en application la politique de gestion des soins infirmiers, médico-techniques et de réadaptation ;
- organiser les prestations des soins infirmiers, médico-techniques et de réadaptation de qualité ;
- organiser la formation professionnelle continue et la recherche en sciences infirmières, médico-techniques et de réadaptation ;
- organiser les ressources logistiques et matérielles liées aux soins infirmiers, médico-techniques et de réadaptation ;
- faire appliquer les règles d'hygiène hospitalière, de gestion des risques liés aux soins et de sécurité des patients ;
- évaluer la qualité des soins infirmiers, médico-techniques et de réadaptation.

Article 33 : La direction des soins infirmiers médico-techniques et de réadaptation comprend :

- le service de l'organisation des soins



- le service de la formation ;
- le service de l'évaluation.

## Section 8 : De la direction de la gestion des malades

Article 34 : La direction de la gestion des malades est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- suivre les mouvements des malades ;
- collecter les informations nécessaires à l'établissement du dossier administratif du malade ;
- assurer la facturation des frais des actes médicaux et l'établissement des états de sommes dues ;
- élaborer les statistiques de mouvement des malades ;
- suivre la référence et la contre-référence vers le centre hospitalier et universitaire ;
- organiser un bon accueil et un bon séjour des patients ;
- constituer les dossiers des patients ;
- veiller à la sécurité physique et sanitaire des agents et des patients.

Article 35 : La direction de la gestion des malades comprend :

- le service du mouvement des malades et des espaces humanisés ;
- le service de la statistique, des études et de la planification ;
- le service de la facturation.

## Section 9 : De la direction de l'administration et des ressources humaines

Article 36 : La direction de l'administration et des ressources humaines est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer les carrières du personnel ;
- assurer le secrétariat du conseil d'établissement ;
- élaborer le plan d'embauche du personnel ;
- évaluer les besoins en formation du personnel de l'hôpital ;
- faciliter et réguler la mobilité des chercheurs dans le domaine de la santé ;
- évaluer les performances professionnelles du personnel et promouvoir l'émulation des agents.

Article 37 : La direction de l'administration et des ressources humaines comprend :

- le service du personnel ;
- le service de la formation et de l'évaluation des performances ;
- le service de la solde ;
- le service administratif et juridique ;
- le service social.

#### Section 10 : De la direction économique et financière

Article 38 : La direction économique et financière est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- préparer le budget ;
- gérer les ressources financières ;
- tenir à jour les documents comptables et financiers ;
- procéder au recouvrement des ressources de l'hôpital ;
- assurer la liquidation des dépenses ;
- élaborer les états financiers ;
- assister la direction générale dans la mobilisation des ressources et la recherche des financements.

Article 39 : La direction économique et financière comprend :

- le service économique ;
- le service du budget ;
- le service de la comptabilité.

#### Section 11 : De la direction de la logistique et du patrimoine

Article 40 : La direction de la logistique et du patrimoine est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- assurer la prise en charge hôtelière du patient ;
- gérer la logistique d'approvisionnement et de transport ;
- organiser la maintenance immobilière, des équipements biomédicaux et techniques ;
- assurer et suivre les travaux de maintenance ;

- assurer la sécurité et la sûreté des personnes et des biens.

Article 41 : La direction de la logistique et du patrimoine comprend :

- le service de l'hôtellerie ;
- le service de la logistique, d'approvisionnement et de transport ;
- le service de la maintenance et des travaux ;
- le service de la sécurité, de la salubrité et de l'assainissement.

## Section 12 : Des organes consultatifs

Article 42 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA dispose des organes consultatifs ci-après :

- le conseil d'établissement ;
- la commission médico-technique ;
- le comité technique paritaire ;
- le comité de l'hygiène et de la sécurité hospitalière ;
- le comité pharmaceutique et thérapeutique ;
- le comité scientifique.

### Sous-section 1 : Du conseil d'établissement

Article 43 : Le conseil d'établissement est chargé, notamment, de :

- émettre des avis et faire des propositions sur le fonctionnement de l'hôpital ;
- participer à la préparation des sessions du comité de direction ;
- donner des avis sur l'ouverture des postes budgétaires.

Article 44 : Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe l'organisation, la composition et le fonctionnement du conseil d'établissement.

### Sous-section 2 : De la commission médico-technique

Article 45 : La commission médico-technique est chargée, notamment, de donner des avis sur :

- l'acquisition des équipements et matériels lourds ;
- les propositions de tarifs des prestations ;
- la création, l'organisation, le fonctionnement, la transformation et la suppression des services cliniques et para-cliniques ;
- les propositions de nominations de chefs des services cliniques et para-cliniques



- les besoins des services cliniques et médico-techniques ;
- l'amélioration des diagnostics et des soins de santé.

Article 46 : Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe l'organisation, la composition et le fonctionnement de la commission médico-technique.

### Sous-section 3 : Du comité technique paritaire

Article 47 : Le comité technique paritaire est un organe qui regroupe les représentants de l'administration et du personnel.

Il est chargé, notamment, d'émettre des avis sur :

- le règlement intérieur ;
- les avancements du personnel ;
- les conditions de travail du personnel à l'hôpital.

Article 48 : Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe l'organisation, la composition et le fonctionnement du comité technique paritaire.

### Sous-section 4 : Du comité de l'hygiène et de la sécurité hospitalière

Article 49 : Le comité de l'hygiène et de la sécurité hospitalière est chargé, notamment, de donner des avis sur :

- les conditions d'hygiène de l'hôpital ;
- les questions de sécurité hospitalière.

Article 50 : Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe l'organisation, la composition et le fonctionnement du comité de l'hygiène et de la sécurité hospitalière.

### Sous-section 5 : Du comité pharmaceutique et thérapeutique

Article 51 : Le comité pharmaceutique et thérapeutique est chargé d'émettre des avis, notamment, sur :

- la mise en œuvre de la politique pharmaceutique ;
- les médicaments et dispositifs médicaux à inscrire sur la liste des médicaments référencés de l'hôpital général ;
- le rapport coût/efficacité ;
- les protocoles thérapeutiques standards de l'hôpital ;
- l'utilisation des médicaments et des dispositifs médicaux.

Article 52 : Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe l'organisation, la composition et le fonctionnement du comité pharmaceutique et thérapeutique.

#### Sous-section 6 : Du comité scientifique

Article 53 : Le comité scientifique est chargé d'émettre des avis, notamment, sur :

- l'organisation des activités scientifiques;
- les activités de promotion et de valorisation de la recherche ;
- les travaux de recherche ;
- le partenariat avec les institutions d'enseignement ;
- la mise en œuvre des activités d'enseignement.

Article 54 : Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe l'organisation, la composition et le fonctionnement du comité scientifique.

### TITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 55 : Les ressources de l'hôpital sont constituées par :

- les ressources propres ;
- la subvention de l'Etat ;
- les dons et legs.

Article 56 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est assujetti aux règles de la comptabilité publique.

Article 57 : Le directeur général est l'ordonnateur principal du budget de l'hôpital. L'agent comptable en est le comptable.

### TITRE V : DU CONTROLE

Article 58 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est soumis aux contrôles prévus par les textes en vigueur.

### TITRE VI : DU PERSONNEL

Article 59 : L'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA dispose de deux catégories de personnels :

- le personnel de la fonction publique ;
- le personnel contractuel de l'hôpital.

Article 60 : Le personnel de la fonction publique affecté à l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est régi par les textes en vigueur.

Le personnel de la fonction publique bénéficie des avantages accordés par l'accord collectif d'établissement.

Article 61 : Le personnel contractuel de l'hôpital général est régi par un accord d'établissement.

## TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 62 : Les fonctions de membre des organes consultatifs sont gratuites.

Article 63 : Chaque direction dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 64 : Les directeurs, les chefs de service et les chefs de bureau sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 65 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre chargé de la santé.

Article 66 : La dissolution de l'hôpital général Edith Lucie BONGO ONDIMBA est prononcée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 67 : Les présents statuts sont approuvés par décret en Conseil des ministres.